



Institut des comptes nationaux

Comptes nationaux

Partie 1 – Estimation des agrégats annuels 2013

Contenu de la publication

Les comptes nationaux de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Une première estimation des comptes nationaux, établie essentiellement sur la base des comptes trimestriels, est publiée au mois d'avril suivant l'année de référence. La publication présente l'évolution, mesurée en termes bruts, des principaux agrégats annuels de l'économie nationale. Elle se compose de deux chapitres: le premier donne une brève synthèse des résultats et le second présente les différents tableaux statistiques (ventilation du produit intérieur brut selon les optiques de la valeur ajoutée, des dépenses et des revenus; épargne et solde de financement de l'économie nationale; emploi et rémunération des salariés).

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 22 avril 2014, à l'exception des données des administrations publiques, qui ont été clôturées au 17 avril 2014.

La présente version des comptes, qui portent sur l'année 2013, a été clôturée à la fin du mois d'avril 2014. Elle intègre les derniers chiffres des administrations publiques diffusés le 17 avril 2014. Dès lors, les comptes figurant dans la présente édition peuvent différer des comptes annuels détaillés diffusés en septembre dernier.

© Institut des comptes nationaux,
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciale est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1784-2514 (print)
ISSN 1784-2506 (online)

Avant-propos

La présente publication contient les premières estimations de l'Institut des comptes nationaux (ICN) concernant les principaux agrégats nationaux pour l'année 2013. Les résultats reposent, pour une très large part, sur les informations contenues dans les comptes nationaux trimestriels.

L'ICN poursuit ses travaux sur l'introduction de la méthodologie selon le Système européen des comptes SEC2010, qui a été approuvée le 13 mars 2013 par le Parlement européen. Cette méthodologie remplacera, en septembre 2014, le SEC 1995 existant. Cela signifie que les publications des comptes nationaux et régionaux ainsi que de leurs composantes, tels que les comptes des administrations publiques (et la notification relative à la procédure concernant les déficits excessifs), devront être élaborées selon le SEC2010 à partir de septembre 2014.

Le Président du Conseil d'administration
de l'Institut des comptes nationaux

Jean-Marc Delporte

Bruxelles, avril 2014

Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	7
Tableaux	
1. Origine du produit intérieur: valeur ajoutée brute par branche d'activité	14
1.1 Estimations à prix courants	14
1.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2011)	14
1.3 Contribution à la variation en volume du PIB par rapport à la période correspondante de l'année précédente	15
2. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	16
2.1 Estimations à prix courants	16
2.2 Estimations en euros chaînés (année de référence 2011)	16
2.3 Contribution à la variation en volume du PIB par rapport à la période correspondante de l'année précédente	17
3. Répartition du produit intérieur: principales catégories de revenus, estimation à prix courants	18
4. Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement, estimation à prix courants	18
5. Statistiques du marché du travail	19
5.1 Répartition de la rémunération des salariés par branche d'activité	19
5.2 Emploi national: nombre d'indépendants et de salariés	19
5.3 Emploi intérieur: répartition de l'emploi par branche d'activité	19
5.4 Répartition du volume de travail par branche d'activités: salariés	20
Publications de l'ICN et personnes de contact	21
Remarques générales	25
Signes conventionnels	27
Liste des abréviations	29

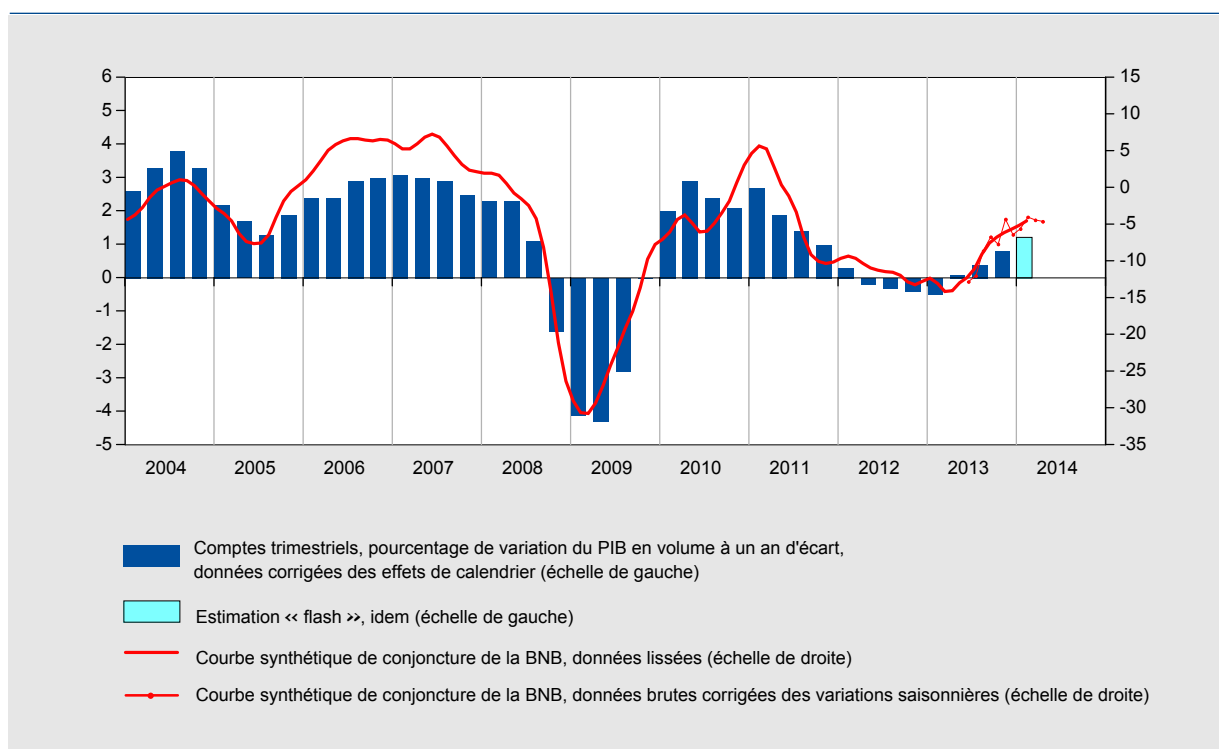
Commentaire

1. Évolution générale de l'activité économique en 2013

Le ralentissement progressif de l'activité qui s'était amorcé au deuxième trimestre de 2011 et s'était poursuivi en 2012, s'est infléchi au deuxième trimestre de 2013. Au premier trimestre de 2013, la croissance à un an d'écart était toujours négative, affichant -0,5 %. Par la suite, l'activité économique a enregistré une évolution positive qui s'est traduite par une croissance à un an d'écart de 0,1 % au deuxième trimestre, 0,4 % au troisième trimestre et 0,8 % au quatrième trimestre de 2013.

Sur l'ensemble de l'année 2013, le produit intérieur brut (PIB) en volume s'est accru de 0,2 %, après s'être contracté de 0,1 % en 2012.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source: ICN.

2. Origine du produit intérieur: ventilation de la valeur ajoutée

TABEAU 1 **ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR**
(données brutes en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	<i>p.m.</i> 2012 cjo ¹	<i>p.m.</i> 2013 cjo ¹
Agriculture, sylviculture et pêche	-1,2	3,9	-0,1	4,3	-1,9	2,3	1,6	2,3	1,6
Industrie	3,3	-0,1	-9,7	5,1	-1,2	-2,4	-1,1	-2,4	-1,1
Construction	1,6	0,9	-1,9	0,7	8,1	1,0	-1,3	1,0	-1,3
Services	2,9	2,0	-1,4	1,6	2,4	0,1	0,5	0,1	0,5
fournis principalement aux entreprises ²	3,5	2,2	-2,5	1,9	2,8	-0,5	0,1	-0,5	0,1
fournis principalement aux ménages ³	1,4	1,4	1,1	0,9	1,5	1,6	1,4	1,6	1,4
Produit intérieur brut	2,9	1,0	-2,8	2,3	1,8	-0,1	0,2	-0,1	0,2

Source: ICN.

1 Cjo : corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

2 Branches Nace G à N

3 Branches Nace O à T

La valeur ajoutée a diminué de 1,1 % dans l'industrie, un recul moins prononcé qu'en 2012 (-2,4 %). Le rythme de croissance dans la construction s'est réduit, passant de 1,0 % en 2012 à -1,3 % en 2013.

Enfin, dans les services, la valeur ajoutée a présenté une croissance positive de 0,5 %, une hausse plus marquée qu'en 2012 (0,1 %). Ainsi, la valeur ajoutée a légèrement progressé, de 0,1 %, dans les services fournis principalement aux entreprises. Le repli qui s'est manifesté exclusivement dans la branche d'activités "Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants" a été compensé par la progression des branches d'activités "Information et communication", "Activités immobilières", "Activités financières et d'assurance" et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien". En outre, la valeur ajoutée a également crû, de 1,4 %, dans les services fournis aux ménages, une augmentation dont l'essentiel est à attribuer aux branches d'activités "Administration publique, défense et enseignement" et "Santé humaine et action sociale".

3. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses

La demande intérieure hors stocks a augmenté de 0,3 % en 2013. Cette hausse a été principalement portée par les dépenses de consommation du secteur privé, qui ont progressé de 0,8 %. La consommation des administrations publiques a aussi affiché une croissance positive, de 0,6 %. La formation brute de capital fixe s'est en revanche repliée de 1,4 %. Non seulement les investissements des entreprises ont enregistré une croissance négative (-0,5 %), mais les investissements des particuliers en logements et les investissements publics se sont nettement tassés (respectivement -2,6 % et -5,0 %).

La demande extérieure a également progressé en 2013. La croissance du volume des exportations de biens et de services s'est élevée à 1,9 % en 2013, contre 1,8 % en 2012. Cette augmentation des exportations en 2013 a dépassé celle des importations (1,4 %), si bien que les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution de 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB. La contribution des variations des stocks à la croissance du PIB s'est chiffrée à -0,6 point de pourcentage en 2013, contre -0,5 point de pourcentage en 2012.

TABEAU 2 **AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR**
(données brutes en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	<i>p.m. 2012 cjo¹</i>	<i>p.m. 2013 cjo¹</i>
Dépenses de consommation privée	1,7	2,0	0,6	2,8	0,2	-0,3	0,8	-0,3	0,8
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,9	2,7	1,9	0,7	0,4	1,7	0,6	1,7	0,6
Formation brute de capital fixe	6,3	2,0	-8,4	-1,1	4,0	-2,0	-1,4	-2,0	-1,4
Investissements des entreprises	8,2	4,2	-10,2	-3,1	7,3	-2,1	-0,5	-2,1	-0,5
Investissements en logements	3,3	-2,7	-8,6	3,6	-3,2	-3,2	-2,6	-3,2	-2,6
Investissements publics	1,9	0,3	9,8	-2,2	5,4	2,5	-5,0	2,5	-5,0
Demande intérieure (hors stocks)	2,7	2,2	-1,2	1,4	1,1	-0,1	0,3	-0,1	0,3
Variations des stocks ²	0,3	0,0	-1,1	0,3	0,9	-0,4	-0,6	-0,5	-0,6
Exportations de biens et de services	5,2	1,4	-9,4	8,1	6,4	1,8	1,9	1,8	1,9
Importations de biens et de services	5,5	2,7	-8,8	7,5	6,8	1,3	1,3	1,3	1,4
Exportations nettes de biens et de services ²	0,0	-1,0	-0,6	0,6	-0,2	0,4	0,5	0,5	0,5
Produit intérieur brut	2,9	1,0	-2,8	2,3	1,8	-0,1	0,2	-0,1	0,2

Source: ICN.

- 1 cjo : corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.
2 Contribution à la variation du PIB.

4. Marché du travail

L'emploi exprimé en nombre de personnes s'est légèrement contracté en 2013 avec la disparition de 9 700 emplois (-0,2 %) alors qu'il présentait une croissance limitée en 2012 avec la création de 9 400 emplois (+0,2 %).

L'emploi salarié présente une perte nette d'emplois : sa croissance annuelle était nulle en 2012 pour devenir négative en 2013 (-0,4 %). L'emploi indépendant s'est avéré un peu moins sensible au repli de l'activité économique et a encore augmenté de 0,9 % en 2013.

TABEAU 3 **EMPLOI ET VOLUME DE TRAVAIL¹**
(données brutes, variations par rapport à l'année précédente)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<i>Variations en milliers de personnes:</i>							
Emploi intérieur total	71,2	78,7	-8,8	30,2	63,4	9,4	-9,7
Salariés	64,6	68,7	-13,3	23,9	53,7	0,5	-16,3
Indépendants	6,6	10,0	4,5	6,3	9,7	8,9	6,6
<i>Pourcentages de variation:</i>							
Emploi intérieur total	1,7	1,8	-0,2	0,7	1,4	0,2	-0,2
Salariés	1,8	1,9	-0,4	0,6	1,4	0,0	-0,4
Indépendants	1,0	1,4	0,6	0,9	1,3	1,2	0,9
Volume de travail des salariés	2,0	1,6	-1,9	0,9	1,8	0,0	-0,6

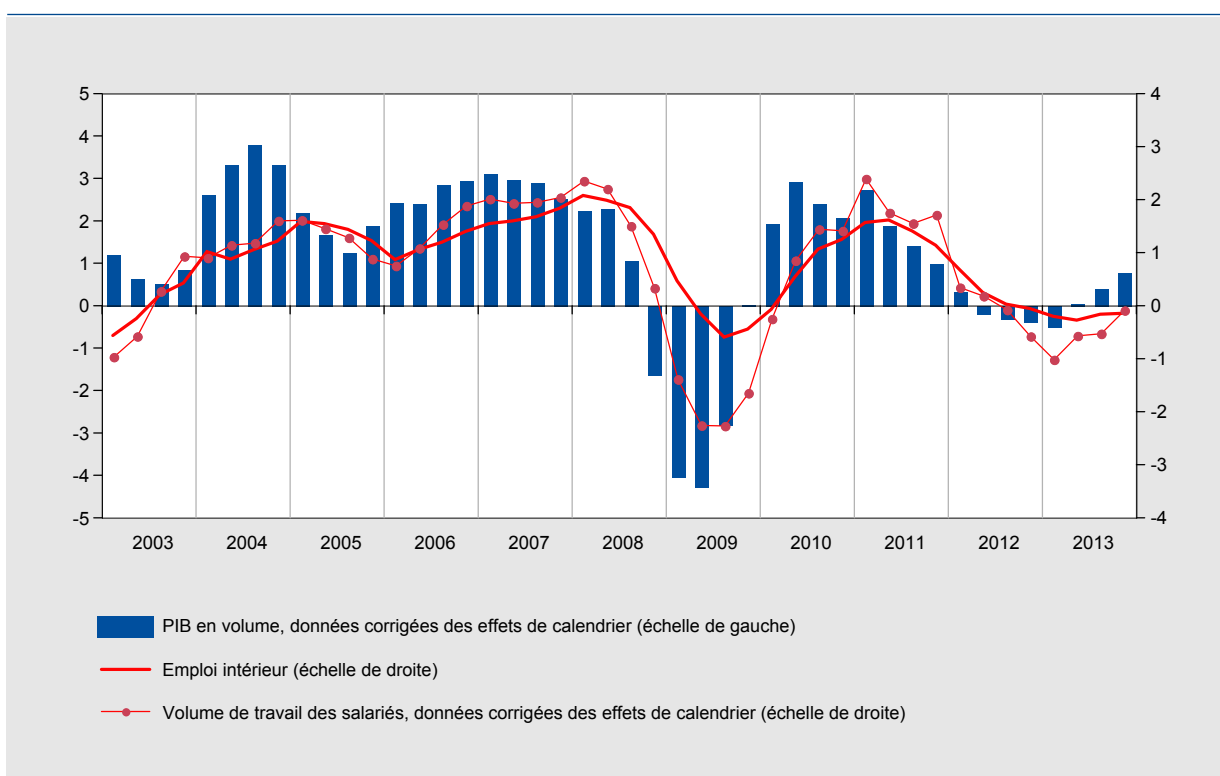
Source: ICN.

- 1 Les données de l'emploi en personnes ne sont pas influencées par le nombre de jours ouvrables et sont donc toujours présentées en termes bruts. Les heures ouvrées sont affectées de manière quasiment proportionnelle par le nombre de jours ouvrables et sont donc toujours corrigées des effets de calendrier.

Ces totaux masquent néanmoins quelques évolutions divergentes. Ainsi, 2013 s'est caractérisée par une perte nette d'emplois dans l'industrie et dans la construction. Le secteur des services, en revanche, présente encore une croissance nette de l'emploi, notamment dans les branches d'activité "Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien" et "Santé humaine et action sociale". En revanche, l'emploi a diminué dans les branches "Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants" et "Administration publique et enseignement".

Durant l'année 2013, le volume de travail des salariés s'est également replié. Ce mouvement de repli a été le plus prononcé au premier trimestre pour ensuite progressivement se réduire au cours des trimestres suivants pour atteindre une évolution annuelle moyenne de -0,6% en 2013.

GRAPHIQUE 2 PIB ET MARCHÉ DU TRAVAIL
(pourcentages de variations par rapport à l'année précédente)



Source: ICN

La croissance du coût salarial global en 2013, laquelle s'explique principalement par la croissance des salaires bruts, a fortement ralenti en 2013, à la fois dans l'ensemble de l'économie et dans le secteur privé; dans l'ensemble de l'économie la croissance s'établit à 1,9 % (contre 3,7 % en 2012) et à 1,4 % (contre 3,7 % en 2012) dans le secteur privé.

La contraction de la croissance s'explique essentiellement par le repli marqué de la progression du volume de travail, qui est passé d'une croissance nulle en 2012 à un recul de 0,6% en 2013 pour l'ensemble de l'économie et les coûts salariaux horaires qui n'ont progressé que de 2,5% contre 3,8 % en 2012. Cette dernière évolution est imputable aux salaires bruts horaires qui n'ont augmenté que de 2,2 % en 2013.

Pour pouvoir distinguer les effets des augmentations conventionnelles des autres éléments constitutifs du coût salarial, il est nécessaire de se référer au seul secteur privé. Les salaires bruts horaires y ont progressé de 2,0 % conformément au rythme des salaires bruts horaires conventionnels observée dans les conventions par le SPF Emploi, travail et concertation sociale.

TABLEAU 4 **COUTS SALARIAUX**
(données brutes, variations par rapport à l'année précédente)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	<i>p.m. 2012 cjo¹</i>	<i>p.m. 2013 cjo¹</i>
ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE									
Masse salariale	5,3	5,5	0,8	2,0	4,6	3,7	1,9	3,7	1,9
Salaires bruts	4,6	5,4	0,2	1,9	4,6	3,7	1,6	3,6	1,6
Coût salarial horaire	3,2	3,8	2,7	1,1	2,7	3,8	2,5	3,7	2,4
Salaire brut horaire	2,6	3,7	2,1	1,0	2,7	3,7	2,2	3,7	2,2
SECTEUR PRIVÉ²									
Masse salariale	5,6	5,5	-0,2	1,8	4,7	3,7	1,4	3,6	1,4
Salaires bruts	4,9	5,3	-0,6	1,8	5,0	3,8	1,4	3,7	1,4
Coût salarial horaire	3,3	3,7	2,7	0,9	2,3	3,8	2,0	3,7	2,0
Salaire brut horaire	2,6	3,6	2,2	0,9	2,6	3,8	2,0	3,8	2,0
<i>pm salaires bruts conventionnels</i>	1,9	3,5	2,6	0,6	2,7	3,0	2,0		

Sources: ICN, BNB, SPF Emploi, travail et concertation sociale (ETCS).

1 cjo: corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

2. Le secteur privé est défini comme l'ensemble de l'économie (S.1), hors administrations publiques (S.13), sauf en 2012, où ce dernier secteur est approximé en utilisant la branche « Administrations publiques et enseignement »..

Tableaux

1 ORIGINE DU PRODUIT INTÉRIEUR: VALEUR AJOUTÉE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

1.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	2.729	2.106	2.418	2.488	2.077	2.050	2.458	2.061	2.488	2.691
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	51.245	52.188	54.050	55.875	55.370	50.183	53.546	54.094	53.445	53.109
Construction	13.192	13.707	15.323	16.636	17.996	17.750	17.957	19.514	19.748	19.619
Services										
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	53.656	56.431	58.505	62.093	63.984	61.380	63.564	66.032	66.585	67.555
Information et communication	10.820	11.231	11.698	12.380	12.875	13.061	13.221	13.645	13.934	14.137
Activités financières et d'assurance	15.860	16.139	16.546	16.757	16.389	18.634	21.022	21.712	21.700	22.087
Activités immobilières	23.372	24.995	26.678	28.367	29.466	28.340	28.831	29.693	30.057	30.476
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	30.179	32.067	34.512	37.314	39.990	39.169	40.408	43.111	43.892	45.003
Administration publique, défense et enseignement	35.529	37.484	39.305	40.957	43.322	44.750	46.170	48.131	50.116	51.942
Santé humaine et action sociale	17.691	18.493	19.298	20.404	21.914	23.168	23.898	25.261	26.472	27.630
Autres activités de services	5.351	5.590	5.806	6.038	6.287	6.234	6.455	6.749	6.888	7.163
Impôts moins subventions sur les produits	31.665	33.006	34.691	36.505	36.705	35.951	38.262	39.256	40.528	41.282
Produit intérieur brut aux prix du marché	291.287	303.435	318.829	335.815	346.375	340.669	355.791	369.258	375.852	382.692

1.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHÂÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2011)

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	2.025	1.777	1.963	1.940	2.016	2.014	2.101	2.061	2.109	2.142
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	54.875	55.110	55.877	57.714	57.669	52.082	54.740	54.094	52.793	52.211
Construction	15.667	16.368	17.832	18.117	18.273	17.933	18.056	19.514	19.709	19.458
Services										
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	62.254	62.127	62.379	65.414	66.125	63.406	64.653	66.032	65.313	64.728
Information et communication	11.886	11.895	12.247	12.651	13.076	13.320	13.180	13.645	13.683	13.729
Activités financières et d'assurance	18.440	19.062	20.915	20.536	20.649	20.508	21.480	21.712	21.634	21.980
Activités immobilières	27.709	27.601	27.926	28.083	28.699	28.511	29.021	29.693	29.580	29.601
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	32.556	35.755	37.797	40.126	41.944	40.521	41.152	43.111	43.057	43.417
Administration publique, défense et enseignement	44.789	45.507	46.211	46.618	47.035	47.195	47.761	48.131	48.724	49.535
Santé humaine et action sociale	22.395	22.554	22.594	23.205	23.659	24.637	24.631	25.261	25.910	26.134
Autres activités de services	6.160	6.293	6.454	6.522	6.747	6.444	6.553	6.749	6.792	6.923
Impôts moins subventions sur les produits	37.447	38.045	39.089	40.287	38.786	38.027	39.601	39.256	39.424	39.596
Produit intérieur brut aux prix du marché	336.130	342.016	351.136	361.260	364.819	354.602	362.892	369.258	368.727	369.452

1.3 CONTRIBUTION À LA VARIATION EN VOLUME DU PIB PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(valeur ajoutée brute par branche d'activité - données trimestrielles brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	0,6	0,1	0,2	0,6	0,0	-1,5	0,8	-0,2	-0,4	-0,2
Construction	0,3	0,2	0,4	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,4	0,1	-0,1
Services	1,6	1,4	1,7	1,9	1,3	-0,9	1,1	1,6	0,1	0,4
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	0,2	0,0	0,1	0,9	0,2	-0,8	0,4	0,4	-0,2	-0,2
Information et communication	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Activités financières et d'assurance	0,5	0,2	0,5	-0,1	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,1
Activités immobilières	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,2	0,0	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	0,3	1,0	0,6	0,7	0,5	-0,4	0,2	0,5	0,0	0,1
Administration publique, défense et enseignement	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,2	0,2
Santé humaine et action sociale	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0	0,2	0,2	0,1
Autres activités de services	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Impôts moins subventions sur les produits	0,8	0,2	0,3	0,3	-0,4	-0,2	0,4	-0,1	0,0	0,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,3	1,8	2,7	2,9	1,0	-2,8	2,3	1,8	-0,1	0,2

2 AFFECTATION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

2.1 ESTIMATIONS À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale privée ¹	150.454	156.153	163.590	171.080	180.174	179.810	188.455	194.667	198.898	202.963
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	65.654	68.797	71.510	74.668	80.095	84.167	86.311	90.174	93.969	96.500
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	57.849	62.685	66.710	72.881	77.286	70.895	71.504	76.395	76.431	76.067
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	38.350	40.340	42.269	46.659	49.886	44.743	44.245	48.928	48.751	48.912
Formation brute de capital fixe en logements ²	14.892	17.277	19.439	20.986	22.000	20.358	21.436	21.064	21.029	20.863
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4.607	5.068	5.002	5.237	5.401	5.794	5.823	6.403	6.651	6.293
Variation des stocks	3.018	3.865	4.867	4.281	5.857	-3.424	2.016	4.959	2.406	484
Exportations nettes de biens et de services (exportations - importations)	14.313	11.935	12.152	12.905	2.963	9.220	7.504	3.063	4.147	6.677
Exportations totales	221.194	238.737	257.498	277.203	292.446	251.035	283.965	313.811	323.734	328.577
Importations totales	206.881	226.802	245.346	264.298	289.483	241.814	276.461	310.748	319.587	321.900
Produit intérieur brut aux prix du marché	291.287	303.435	318.829	335.815	346.375	340.669	355.791	369.258	375.852	382.692

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

2.2 ESTIMATIONS EN EUROS CHAÎNÉS (ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2011)

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale privée ¹	176.276	178.154	181.192	184.239	187.915	188.952	194.228	194.667	194.172	195.791
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	82.169	82.819	83.625	85.185	87.494	89.186	89.785	90.174	91.711	92.299
Formation intérieure brute de capital										
Formation brute de capital fixe	68.548	72.959	74.824	79.520	81.071	74.298	73.466	76.395	74.850	73.772
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	43.677	45.626	46.528	50.327	52.454	47.090	45.609	48.928	47.889	47.666
Formation brute de capital fixe en logements ²	19.376	21.458	22.841	23.596	22.962	20.993	21.758	21.064	20.395	19.866
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5.414	5.896	5.537	5.640	5.655	6.212	6.073	6.403	6.566	6.238
Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations nettes de biens et de services (exportations - importations)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exportations totales	258.086	267.901	282.498	297.081	301.168	272.964	294.981	313.811	319.528	325.622
Importations totales	248.309	260.792	273.870	288.865	296.747	270.707	291.074	310.748	314.853	318.998
Produit intérieur brut aux prix du marché	336.130	342.016	351.136	361.260	364.819	354.602	362.892	369.258	368.727	369.452

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

² Travaux de rénovation, droits d'enregistrement et frais d'actes inclus.

2.3 CONTRIBUTION À LA VARIATION EN VOLUME DU PIB PAR RAPPORT À LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(principales catégories de dépenses - données trimestrielles brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses de consommation finale privée ¹	0,9	0,6	0,9	0,9	1,0	0,3	1,5	0,1	-0,1	0,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,2	0,2	0,4	0,6	0,4	0,2	0,1	0,4	0,2
Formation intérieure brute de capital	1,8	1,7	1,0	1,6	0,4	-3,0	0,1	1,7	-0,9	-0,9
Formation brute de capital fixe	1,5	1,3	0,5	1,3	0,4	-1,9	-0,2	0,8	-0,4	-0,3
Formation brute de capital fixe des entreprises, indépendants et ISBL	1,1	0,6	0,3	1,1	0,6	-1,5	-0,4	0,9	-0,3	-0,1
Formation brute de capital fixe en logements	0,4	0,5	0,4	0,2	-0,2	-0,5	0,2	-0,2	-0,2	-0,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	-0,1
Variation des stocks	0,3	0,4	0,5	0,3	0,0	-1,1	0,3	0,9	-0,4	-0,6
Exportations nettes de biens et de services	0,3	-0,7	0,5	0,0	-1,0	-0,6	0,6	-0,2	0,4	0,5
Exportations totales	4,5	2,9	4,3	4,2	1,1	-7,9	5,9	5,1	1,5	1,6
Importations totales	4,2	3,6	3,7	4,2	2,1	-7,3	5,3	5,3	1,1	1,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,3	1,8	2,7	2,9	1,0	-2,8	2,3	1,8	-0,1	0,2

¹ Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL).

3 RÉPARTITION DU PRODUIT INTÉRIEUR: PRINCIPALES CATÉGORIES DE REVENUS, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunération des salariés	147.333	152.328	159.652	168.043	177.277	178.683	182.291	190.596	197.727	201.450
Salaires et traitements bruts	108.929	113.001	118.375	123.879	130.530	130.803	133.243	139.403	144.495	146.835
Cotisations sociales	38.404	39.327	41.276	44.164	46.747	47.880	49.048	51.193	53.232	54.616
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut ¹	109.140	115.807	122.127	130.360	131.715	125.953	136.142	141.147	138.515	140.812
Impôts nets à la production et à l'importation	34.815	35.300	37.051	37.412	37.383	36.033	37.358	37.515	39.611	40.430
Revenu intérieur brut aux prix du marché	291.287	303.435	318.829	335.815	346.375	340.669	355.791	369.258	375.852	382.692

¹ Y compris la consommation de capital fixe (amortissements).

4 REVENU DISPONIBLE, ÉPARGNE ET CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT, ESTIMATION À PRIX COURANTS

(millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu intérieur brut aux prix du marché	291.287	303.435	318.829	335.815	346.375	340.669	355.791	369.258	375.852	382.692
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	3.218	1.988	2.724	3.366	4.968	-2.131	6.213	3.438	994	-533
Revenu national brut	294.505	305.423	321.554	339.181	351.342	338.538	362.004	372.696	376.846	382.159
Consommation de capital fixe	45.125	47.577	51.034	53.971	57.226	58.966	61.291	64.325	67.625	69.977
Revenu national net	249.380	257.846	270.519	285.209	294.116	279.572	300.713	308.371	309.222	312.182
Solde des transferts courants en provenance du / vers le reste du monde	-4.350	-4.181	-4.120	-3.080	-4.247	-4.729	-4.417	-4.812	-6.027	-7.211
Revenu national net disponible	245.030	253.665	266.399	282.130	289.869	274.843	296.296	303.559	303.195	304.971
Consommation finale nationale	216.108	224.950	235.100	245.748	260.268	263.977	274.766	284.841	292.867	299.464
Épargne nationale nette	28.923	28.715	31.300	36.382	29.601	10.866	21.530	18.718	10.328	5.508
Formation brute de capital fixe	57.849	62.685	66.710	72.881	77.286	70.895	71.504	76.395	76.431	76.067
Variation des stocks	3.018	3.864	4.867	4.281	5.857	-3.424	2.016	4.959	2.407	484
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-53	-161	-74	-200	-180	-203	-291	-466	2.303	-212
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'économie totale	13.024	9.426	10.747	12.097	2.147	961	8.858	1.136	1.302	-1.315

5 STATISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

5.1 RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(concept intérieur, millions d'euros, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	302	302	315	335	351	381	395	432	459	475
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	31.380	31.507	32.444	33.861	34.734	32.879	33.289	34.099	34.781	34.918
Construction	7.212	7.370	7.958	8.496	9.067	9.249	9.300	10.092	10.332	10.206
Services	108.440	113.149	118.935	125.352	133.125	136.175	139.307	145.973	152.155	155.852
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	30.631	31.472	32.980	34.771	36.804	37.494	37.877	39.422	41.176	41.562
Information et communication	5.603	5.690	5.936	6.293	6.695	6.856	6.753	6.925	7.219	7.354
Activités financières et d'assurance	8.717	8.924	9.197	9.668	9.925	9.827	9.734	10.176	10.481	10.921
Activités immobilières	592	629	617	677	731	758	771	813	860	905
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	13.603	14.427	15.787	17.218	18.674	18.337	19.154	20.545	21.437	21.493
Administration publique, défense et enseignement	32.949	34.730	36.311	37.777	39.973	41.465	42.640	44.488	46.243	47.839
Santé humaine et action sociale	12.838	13.614	14.282	14.988	16.067	17.040	17.867	18.925	19.944	20.845
Autres activités de services	3.507	3.663	3.825	3.961	4.255	4.398	4.512	4.679	4.796	4.934
Rémunération totale des salariés	147.333	152.328	159.652	168.043	177.277	178.683	182.291	190.596	197.727	201.450

5.2 EMPLOI NATIONAL: NOMBRE D'INDÉPENDANTS ET DE SALARIÉS

(milliers de personnes, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Indépendants	691,7	694,6	699,0	705,7	715,7	720,2	726,4	736,1	745,0	751,6
Salariés	3.583,7	3.642,4	3.687,7	3.754,0	3.823,2	3.811,0	3.835,7	3.889,3	3.891,0	3.874,8
Emploi total	4.275,4	4.337,0	4.386,7	4.459,7	4.538,8	4.531,1	4.562,2	4.625,4	4.635,9	4.626,5

5.3 EMPLOI INTÉRIEUR: RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(milliers de personnes, données brutes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	75,6	74,9	73,1	70,7	69,2	67,2	64,0	61,3	59,6	58,3
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	648,3	642,6	638,3	636,9	637,5	610,0	591,1	588,9	583,0	570,5
Construction	238,3	242,0	252,3	262,0	268,7	270,5	273,1	279,6	281,1	276,8
Services	3.241,7	3.304,4	3.347,7	3.413,0	3.485,9	3.504,8	3.554,5	3.616,2	3.631,8	3.640,2
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	979,1	985,9	984,0	994,3	1.003,1	990,7	990,5	997,0	991,0	980,8
Information et communication	95,5	98,7	101,4	104,7	108,1	107,9	106,5	107,1	107,8	107,3
Activités financières et d'assurance	142,9	142,5	142,4	143,1	139,6	138,7	137,2	137,8	137,1	139,6
Activités immobilières	21,7	22,1	20,2	20,5	21,4	22,8	23,4	24,1	24,5	24,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	600,2	624,6	656,5	693,0	732,2	737,3	766,0	794,8	807,3	813,0
Administration publique, défense et enseignement	746,9	761,0	767,1	774,2	784,5	798,6	805,7	810,0	809,8	809,6
Santé humaine et action sociale	446,7	460,1	470,8	481,8	494,4	509,3	529,2	546,5	557,8	567,4
Autres activités de services	208,6	209,4	205,4	201,4	202,6	199,5	196,1	198,9	196,5	197,5
Emploi intérieur total	4.203,8	4.263,9	4.311,4	4.382,6	4.461,3	4.452,5	4.482,7	4.546,0	4.555,4	4.545,8

5.4 RÉPARTITION DU VOLUME DE TRAVAIL PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ: SALARIÉS

(millions d'heures, données corrigées des effets de calendrier)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agriculture, sylviculture et pêche	23,4	23,4	25,7	26,3	27,3	28,4	29,2	30,7	30,7	31,1
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	971,4	959,5	957,8	957,8	949,7	872,6	864,2	868,4	857,9	841,0
Construction	277,7	277,6	292,2	304,0	312,2	307,4	305,7	325,2	319,4	309,5
Services	3.829,9	3.908,3	3.961,1	4.052,6	4.136,3	4.114,5	4.169,5	4.243,7	4.258,0	4.254,2
Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants	1.161,9	1.169,7	1.181,4	1.209,7	1.229,7	1.212,7	1.212,2	1.226,2	1.226,5	1.215,5
Information et communication	143,7	147,2	151,2	155,7	159,5	160,0	155,7	155,1	157,0	156,9
Activités financières et d'assurance	194,5	195,4	195,0	197,2	193,5	191,4	188,7	190,1	190,0	194,4
Activités immobilières	25,5	26,2	24,2	24,5	25,7	27,1	27,3	28,1	28,6	29,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	528,4	554,5	583,7	620,0	653,1	623,8	657,7	690,2	692,7	686,4
Administration publique, défense et enseignement	1.068,8	1.089,6	1.094,0	1.107,0	1.121,9	1.138,0	1.148,8	1.152,9	1.154,2	1.151,0
Santé humaine et action sociale	488,0	504,9	516,2	527,4	541,3	555,8	579,2	599,0	611,6	622,9
Autres activités de services	219,1	221,0	215,5	211,2	211,5	205,7	199,8	202,1	197,4	198,0
Volume de travail total (nombre d'heures)	5.102,3	5.168,9	5.236,8	5.340,7	5.425,6	5.322,8	5.368,6	5.467,9	5.466,0	5.435,8

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin septembre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de septembre dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute

de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

7. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1995, comprennent:

- la composition du produit intérieur brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs;
- le stock de capital et investissements à prix courants et aux prix de 1995.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été réropolés que jusqu'en 1985. En effet, ce n'est qu'à partir de cette année que les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières sont disponibles. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été réropolé par sous-secteur.

8. Personnes de contact

Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: geert.detombe@nbb.be

Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

Optique dépenses du PIB et stock de capital

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: isabelle.brumagne@nbb.be

Comptes des secteurs et compte satellite des ISBL

Marie Vander Donckt Tél. +32 2 221 36 50 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: marie.vanderdonckt@nbb.be

Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: claudemodart@nbb.be

Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Yannick Rombauts Tél. +32 2 221 26 93 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: yannick.rombauts@nbb.be

Comptes régionaux

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: monica.maesele@nbb.be

Diffusion des séries (consultations en ligne)

Kristof Segers Tél. +32 2 221 38 70 Fax +32 2 221 32 30
e-mail : kristof.segers@nbb.be

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

(<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>)

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
Cjo	corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier ¹ .
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

¹ Les autres effets de calendrier sont par exemple ceux générés par les différences de composition des semaines, entre le nombre de jours de week-end et le nombre de jours de semaine

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

(<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?l=fr&tab=Publications>)

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30

nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en avril 2014